Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Tunisie, un électeur sur deux n'a pas voté

Par Hassane Zerrouky

Premier enseignement du scrutin législatif, que peu de commentateurs n'ont pas relevé, ce n'est pas tant la victoire «écrasante» d'Ennahda qui a surpris mais l'ampleur de l'abstention. En effet, sur un nombre total d'électeurs de 7 568 824, seuls 3 702 627 électeurs se sont rendus aux urnes, soit un taux de participation de 48,91 %. Autrement dit, l'abstention a dépassé les 51 % ! Si on affine ces chiffres, on observera que le parti islamiste a recueilli plus de 1,5 million de voix, ce qui, rapporté au 7,5 millions d'électeurs potentiels, représente 20,28%.

Au regard de l'enjeu que représentait cette première élection pluraliste de l'histoire de la Tunisie, on comprend a posteriori pourquoi les forces de gauche et progressistes battaient la campagne pour inciter les Tunisiens à voter. Dans le cas de figure de la Tunisie – c'est valable pour d'autres pays comme on a pu le vérifier en Algérie en 1991 – l'abstention fait le jeu des partis de la droite religieuse. La base islamiste, quand elle est convaincue par le projet politico-religieux porté par ses représentants, considère le vote comme un devoir religieux. Aussi s'est-elle rendue aux urnes comme une armée entraînant dans son sillage tous les hésitants grâce à une campagne de proximité qui a débuté au lendemain de la chute de Ben Ali. Mais aussi et surtout en instrumentalisant toutes ces mosquées tombées sous le contrôle d'Ennahda et de ses alliés salafistes. Après le 14 janvier, l'une des actions entreprises par le parti de Ghannouchi ne fut-elle pas de «libérer» la mosquée en mettant à la rue les «imams officiels» et les remplacer par des imams «nahdaouis» ?

L'erreur des forces progressistes et démocratiques présentes majoritairement dans la «Haute instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique» présidée par Yadh Ben Achour, est de s'être focalisées sur les mécanismes institutionnels et politiques devant mettre en application les principes de la «Révolution du 14 janvier», la mise en place de la Constituante, la loi électorale, la loi sur les partis… en négligeant ou en sous-estimant l'organisation et la gestion du religieux en phase de transition démocratique. Or, en pays musulman, négliger cet aspect de la réalité, à savoir laisser le terrain libre aux islamistes pour s'occuper de la chose religieuse, comme s'ils étaient les seuls qualifiés pour une telle tâche, peut s'avérer une arme redoutable entre leurs mains. Et d'ailleurs, sans attendre, ils avaient transformé les mosquées en tribune politico-religieuse tandis que les progressistes et démocrates glosaient sur les principes universels de la démocratie, sur les moyens à mettre en place pour empêcher tout retour des partisans de Ben Ali alors que l'urgence d'une mise en place de lignes rouges empêchant toute remise en cause des acquis du 14 janvier et de la modernité s'imposait. Le scrutin proportionnel a certes évité le pire : Ennahda n'est pas majoritaire. Et une partie des électeurs qui a voté pour les islamistes l'ont sans doute fait non seulement pour sanctionner l'ancien régime mais aussi les démocrates trop focalisés sur le danger islamiste, négligeant le social, au point de rendre non visible et non lisible leur message. Riadh Ben Fadhel, porte-parole du PDM (Pôle démocratique moderniste), a admis que son mouvement a été piégé par les islamistes. «Ils nous ont enfermés dans un ghetto identitaire, il va falloir en sortir en mettant au rang de nos priorités outre la séparation du religieux et du politique, les questions sociales et économiques». Elue avec moins de 50 % des électeurs, l'assemblée constituante, qui aura à rédiger la nouvelle Constitution, manque cruellement de représentativité. Certains diront, c'est la loi de la démocratie. Il n'empêche, il y a quand même une incertitude. Le risque est grand qu'Ennahda, qui aura à former le gouvernement, qui aura le contrôle des médias lourds, qui pèsera dans cette assemblée, ne soit tenté de vider de son sens tous les acquis de la révolution sous la pression de sa périphérie. Et seul un front de toutes les forces progressistes et non islamiques présentes dans cette assemblée – près de 60% des sièges – pourra l'en empêcher.

H. Z.

MOUVEMENTS DANS LE MONDE ARABE

Du rapiéçage, selon le militant Anis Nakache

Pour le militant arabe Anis Nakache, les évènements enregistrés dans le monde arabe sont très complexes. Ce n'est ni un complot ni une révolution, ce sont des mouvements «rapiécés».

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – «Je ne suis pas d'accord avec l'expression du printemps arabe. Elle provient du printemps de Prague. Cette définition a été attribué aux mouvements arabes par l'Occident qui veut toujours récupérer les évènements», a souligné Anis Nakache, président du Réseau stratégique Amman, hier, à Alger. Pour lui, les mouvements dans le monde arabe sont très complexes et «rapiécés» et ont «fait tomber uniquement les dirigeants et non pas les systèmes».

S'agissant de la région de l'Afrique du Nord, il a estimé que c'est à l'Algérie d'initier un système de sécurité national. «L'Algérie ne doit pas laisser le mouvement, qui est un chaos dans certaines régions, influer sur elle. Sa stabilité lui permet d'analyser la situation et de prendre l'initiative dans la région», a-t-il dit. Toutefois, il considère que l'Egypte est le partenaire stratégique pour elle. «Il doit y avoir un dialogue stratégique algéro-égyptien. Les deux pays se caractérisent par une volonté d'indépendance et de liberté et sont dotés d'une démocratie et d'une réal politique qui leur permettent de mettre en place un système régional», explique-t-il. Selon lui, ces deux «grandes puissances» ne doivent pas laisser l'initiative aux «petits Etats» et aux «pays disloqués» pour construire à leur place le système régional.

A une question relative à l'union arabe, il répond : «Je ne crois pas en une union basée sur des bases ethniques.»

Il donne comme exemple les accords politiques et économiques conclus entre des pays arabes et l'Iran, et d'autres entre des pays arabes et la Turquie. «Ce sont des accords stratégiques mieux développés que ceux des pays arabes entre eux», dit-il, citant encore la libre circulation entre la Turquie et des pays arabes.

Et d'ajouter : «Ces pays sont passés de l'identité commune aux intérêts communs.»

Il précisera, en outre, que «certains pays arabes attisent les crises et les conflits entre les pays arabes afin de cacher leurs relations stratégiques avec l'Occident».

R. N.

POUSSE AVEC EUX !

Juré, promis, l'année prochaine on fera pire !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

A quoi reconnaît-on que c'est le métro d'Alger ? Quand on en …

… sort et qu'on quitte la station !

A voir cette année encore les enclos sauvages où sont entassés des moutons à vendre, j'ai eu la furieuse envie de revisiter la galerie encombrée de toutes les promesses annuelles que nous fait le régime de bananes qui nous gouverne. Honneur donc au mouton ! A sa seigneurie Mouton en cette veille d'Aïd. Allez ! Dites-moi bark ! Combien de fois durant votre chienne de… ou plutôt votre vie de mouton avez-vous entendu nos chers dirigeants jurer que l'année prochaine, la vente sur la voie publique des moutons ne sera plus tolérée ? Une chiée de fois, n'est-ce pas ? Presque autant de fois que vous avez entendu les mêmes dirigeants, au sortir d'une saison estivale, jurer que les plages, l'année prochaine, ne seront pas payantes et leur accès ne sera plus soumis au racket des gardiens de supposés parkings. Presque autant de fois aussi que vous avez entendu les mêmes gestionnaires éclairés du pays assurer tous les ans que les vendeurs ambulants qui squattent les trottoirs ne séviront plus l'année suivante et que leur activité sera ré-encadrée dans les marchés couverts. Presque autant de fois que vous avez également entendu le ministre des Affaires religieuses assurer, la main sur le Coran et l'œil sur le coffre à Zakat, que l'année prochaine, les hadjis algériens accompliront leur pèlerinage dans les meilleures conditions du monde… musulman et qu'il sera enfin mis un terme aux pratiques mafieuses de certaines agences de voyage. Presque autant de fois que vous avez entendu nos premier, second et troisième ministres affirmer que le paiement en liquide au-delà de 50 000 dinars sera aboli avec l'introduction définitive du règlement par chèque. Presque autant de fois que vous avez entendu les mêmes ministres ou des ministres jumeaux ou des ministres siamois promettre que toutes les régions du pays seront dotées de centres anti-cancer et que les rendez-vous pour une chimio ou une radiothérapie n'excéderont pas les 48 heures d'attente. Presque autant de fois que vous avez entendu Bob, le ministre de l'Education en poste depuis la période ottomane, s'engager chaque année de chaque siècle de son règne sur le secteur à alléger les classes, doter chaque établissement d'une cantine et en finir avec les résultats du bac dopés à l'EPO et aux anabolisants. Presque autant de fois que le régime a assuré qu'il n'existe pas d'intouchables dans la République, et qu'il s'engage à faire respecter cette règle en nommant Chakib Khelil ministre de la Justice. Alors, oui ! En ce lendemain de 1er novembre, en cette veille d'Aïd et en cet instant marqué par une odeur entêtante de mouton qui flotte un peu partout et colle à vos vêtements même si vous êtes végétarien, je tenais à dire merci à nos chers dirigeants. Merci d'avoir fait de nous le peuple le plus riche de la planète. Riche en promesses jamais tenues. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.